

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Ethiopie, Boîte Postale : 3243 Tél.: (251-11) 5513 822 Télécopie: (251-11) 5519 321
Email: situationroom@africa-union.org

**2^{ème} REUNION DU GROUPE INTERNATIONAL
DE CONTACT SUR LA REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE (GIC-RCA)**

ADDIS ABEBA, 8 JUILLET 2013

COMMUNIQUÉ

COMMUNIQUE

1. Le Groupe international de contact sur la République centrafricaine (GIC-RCA) a tenu sa deuxième réunion, le lundi 8 juillet 2013, à Addis Abéba, sous la co-présidence de SEM Basile Ikouebe, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République du Congo et de l'Ambassadeur Ramtane Lamamra, Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine (UA).

2. La cérémonie d'ouverture a été marquée par les allocutions de l'Ambassadeur Ramtane Lamamra, Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA; SEM Basile Ikouebe, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République du Congo; SEM Moussa Faki Mahamat, Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine de la République du Tchad et de M. Taye Zerihun, Sous-Secrétaire Général des Nations unies pour les Affaires politiques. Le Groupe s'est félicité de la qualité et du niveau de participation à cette 2^{ème} réunion. Les pays suivants ont été représentés au niveau ministériel: République du Congo, Tchad, Rwanda, RCA. Ont également participé aux travaux les représentants des pays et organisations ci-après: Algérie, Afrique du Sud, République démocratique du Congo, Cameroun, Gabon, Guinée Equatoriale, Togo, Nigéria, Ouganda, Ethiopie, Libye, France, Etats unis d'Amérique, Royaume uni, Japon, Luxembourg, Russie, Chine, Nations unies, Union européenne (UE), Organisation internationale de la francophonie (OIF), Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Banque africaine de développement (BAD), Banque mondiale.

3. La réunion a passé en revue la situation en République centrafricaine à la lumière de «l'Appel de Brazzaville» du 3 mai 2013 et autres décisions pertinentes de la CEEAC, de l'UA et d'autres organisations internationales ainsi que sur la base des communications faites par le Premier Ministre du Gouvernement d'Union nationale de Transition, Me Nicolas Tiangaye, notamment sur les aspects politiques, sécuritaires, socio-économiques et humanitaires. La réunion a également pris connaissance des efforts régionaux et internationaux déployés depuis la réunion inaugurale du 3 mai 2013, en particulier ceux déployés par la CEEAC, en vue de doter la MICOPAX d'un effectif de 2000 hommes, d'un mandat, d'un concept d'opération et d'un budget appropriés et ceux déployés par la Commission de l'UA relatifs au projet de mise en place d'une Mission internationale de soutien à la République centrafricaine sous conduite africaine (MISCA).

De la situation en République centrafricaine

4. Le GIC a noté les récents développements politiques et la fragilité de la situation sécuritaire et humanitaire sur l'ensemble du territoire et à Bangui, couplée par les contraintes logistiques, matérielles et financières auxquelles se trouve confronté le processus de reconstitution d'un noyau des forces de défense et de sécurité centrafricaines. La sécurité et l'ordre public continuent d'être perturbés par les agissements de certains éléments incontrôlés de la Seleka. Le GIC a en outre été informé du volume particulièrement important et urgent des besoins en appui budgétaire pour le versement des salaires des fonctionnaires et des travailleurs du secteur public et en assistance économique pour une relance significative de l'activité économique dans le pays.

5. Le GIC a marqué sa préoccupation face à la situation toujours alarmante des personnes réfugiées et déplacées, l'absence d'une réponse adéquate et l'urgence pour les agences humanitaires de prendre les mesures nécessaires pour répondre aux besoins d'assistance toujours croissants des réfugiés et des déplacés à l'intérieur du pays.

6. Le GIC a reconnu qu'en dépit des difficultés réelles auxquelles les autorités de Transition restent toujours confrontées, des efforts notables ont été enregistrés, relativement à la Feuille de route proposée par le 4^{ème} sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC et dans l'esprit de l'Appel de Brazzaville. En particulier, le GIC a été informé de la formation d'un gouvernement plus inclusif, de l'élargissement du Conseil national de Transition (CNT) à 135 membres, de l'adoption et de la promulgation de la Charte de la Transition, et de l'engagement du Chef d'Etat de Transition à apporter le soutien continue de la RCA à l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur (ICR-LRA) et la disponibilité du Gouvernement centrafricain à lui apporter sa contribution.

7. Le GIC a souligné la nécessité d'une meilleure collaboration entre les institutions de la Transition afin de réussir la mise en œuvre de la Feuille de route et faciliter l'appui de la communauté internationale. A cet effet, le GIC a réitéré la nécessité pour les autorités de la Transition d'impliquer la communauté internationale et de solliciter davantage son expertise.

Des efforts régionaux et internationaux

8. Le GIC s'est félicité des efforts entrepris par la CEEAC pour l'élaboration et l'adoption d'un mandat, d'un concept d'opérations et d'un budget pour la MICOPAX 2, dotée d'un effectif envisagé de 2000 hommes ainsi que des démarches entreprises en vue d'obtenir un financement au sein de la région ainsi qu'auprès de l'Union européenne (UE) en vue de la couverture des besoins de la MICOPAX. Le GIC se félicite de la décision prise par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) d'apporter une contribution financière de 25 milliards de FCFA, à l'occasion de leur sommet extraordinaire, tenu à Libreville, le 14 juin 2013. Le GIC a salué le prêt de 25 milliards de francs CFA accordé par la République du Congo à la RCA et qui a permis l'apurement de deux mois d'arriérés de salaire des fonctionnaires et agents des services publics de la RCA.

9. Le GIC a salué la décision prise par le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de soutenir, en principe, la mise en place d'une Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA), lors de sa 380^{ème} réunion, le 17 juin 2013 et encourage les consultations en cours avec la CEEAC et d'autres contributeurs de troupes et de police ainsi qu'avec les partenaires internationaux concernés, notamment l'UE, les Nations unies et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en vue d'élaborer un concept d'opération et un concept de soutien logistique. Dans ce contexte, le GIC a salué les actions entreprises par la Commission en application de la décision de la 380^{ème} réunion du CPS, en particulier la tenue, à Addis Abéba, du 2 au 5 juillet 2013, de la réunion technique pour l'élaboration d'un projet de concept d'opération, et d'harmoniser ainsi les efforts régionaux. Le GIC se félicite de la perspective de la mise sur pied et de l'opérationnalisation effective de la MISCA dans les meilleurs délais possibles.

De la voie à suivre

10. Le GIC encourage la Commission de l'UA et la CEEAC à poursuivre leur collaboration, avec l'appui des nations unies, de l'UE, de l'OIF et d'autres acteurs régionaux et internationaux afin d'accélérer le processus d'intégration de la MICOPAX dans la MISCA et de faciliter le déploiement de cette Mission. Le GIC a souligné la nécessité de donner un mandat robuste à la MISCA, de réunir les moyens financiers requis et de veiller à un équilibre régional des troupes, de l'armement de l'architecture de paix et des équipements qui pourraient être déployés ainsi qu'un niveau adéquat de moyens habilitants et de multiplicateurs de force à la dimension des défis. Des décisions pertinentes doivent être prises en temps opportun afin d'éviter l'interruption des flux financiers à la MICOPAX 2 / MISCA. Le GIC exhorte les Nations unies à examiner les formes sous lesquelles elles pourraient soutenir et faciliter ledit déploiement. A cet égard, le GIC-RCA encourage le CPS à autoriser la MISCA et à lui apporter le soutien politique et diplomatique requis.

11. Par ailleurs, le GIC a souligné la nécessité de rendre effectif le Fonds fiduciaire tel que contenu dans l'Appel de Brazzaville du 3 mai 2013, et s'est félicité de l'annonce faite par la Commission de l'UA de soumettre très prochainement un concept de gestion dudit Fonds ainsi que les références bancaires afin de permettre aux membres du GIC-RCA d'y contribuer de manière concrète. Le GIC a par conséquent encouragé tous ses membres à y contribuer généreusement, ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux à mettre en œuvre des programmes d'assistance à la RCA en tenant compte de l'urgence des besoins et des efforts en cours visant à restaurer l'ordre et la sécurité sur l'ensemble du territoire.

12. Les membres du GIC ont réitéré la nécessité pour les autorités de la transition de mettre en œuvre toutes les actions stipulées dans la Feuille de route culminant avec la tenue des élections aux dates limites prévues.

13. Les membres du GIC-RCA ont renouvelé leur engagement à continuer de soutenir toutes les initiatives visant à résoudre durablement la crise centrafricaine et sont convenus de tenir prochainement leur 3^{ème} réunion à Bangui dans les meilleurs délais possibles, à une date à fixer après consultation afin d'évaluer les progrès accomplis s'agissant en particulier de l'assistance économique et financière à apporter à la RCA, à la situation des réfugiés et des déplacés, à la mise en place de la MISCA et aux différentes contributions au Fonds fiduciaire.

14. Les Membres du GIC-RCA ont exprimé leurs remerciements à Mme NKOSAZANA DLAMINI Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine, pour l'accueil de cette 2^{ème} réunion et pour avoir réuni les conditions de son succès.